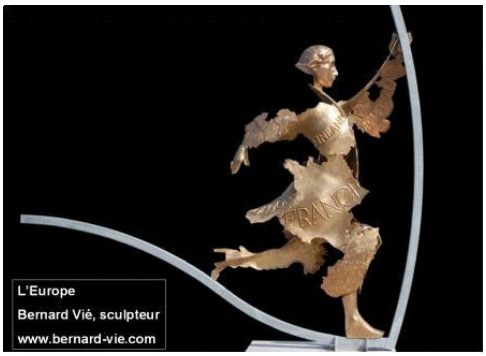
Nouvelles d'Europe. Septembre 2011. N° 1139



L'Europe sous surveillance

François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9) lundi à 11h, mardi à 14h, mercredi à 6h 45, jeudi à 8h et vendredi à 9h. Les chroniques peuvent être écoutées et lues sur **nouvellesdeurope.com**

Les actions décidées le 21 juillet par les Européens pour soutenir la Grèce font toujours l'objet de désaccords entre pays de la zone Euro et tardent à être mises en œuvre.

Timothy Geithner, le secrétaire au Trésor américain était présent à la réunion l'Eurogroupe du 16 septembre. Les Etats-Unis s'inquiètent de la désunion des Européens sur la crise Grecque. Surtout ils en craignent les conséquences sur la croissance en Europe, et par conséquent, chez eux. Ils ont demandé aux Européens de relancer leur économie, ce qu'ils ont refusé.

Du côté des pays émergents, on se mobilise aussi sur la question de l'Euro. Pour des raisons différentes : un ralentissement économique en Europe réduirait leurs exportations. D'autre part, leurs réserves de change sont en partie en euro et ils en redoutent la dépréciation.
Les Chinois ont offert d'aider l'Europe en poursuivant leurs investissements sur le continent et en achetant de la dette des pays fragiles de la zone Euro. Ils sont sollicités par l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Hongrie. En fait ils défendent leurs intérêts et tentent d'obtenir que l'Union européenne leur reconnaisse le statut d'économie de marché, alors que leur économie est extrêmement dirigée : monnaie surévaluée, financements publics aux entreprises, absence de transparence.
Les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du sud) se proposent de coordonner leurs achats d'obligations européennes libellées en euros.
C'est désormais dans les pays émergents que se trouvent les ressources dont les pays européens ont besoin pour financer leur dette. Grâce à son excédent commercial, la Chine dispose de 2 300 milliards d'Euros de réserves. Déjà, le fonds européen de stabilité financière, créé pour prêter aux Etats faibles de la zone euro, emprunte en Asie.

De son côté, le FMI, qui participe au dispositif de sauvetage de la Grèce, s'inquiète des désaccords entre Européens.

La zone Euro s'est mise en situation de dépendre de financements extérieurs, voire de subir des influences politiques pour sauver l'Euro.

Pourtant la zone euro est la plus équilibrée du monde. C'est la première zone exportatrice. Son déficit budgétaire est limité à 4.5% du PIB alors qu'il est de 10% aux Etats-Unis et de 8% au Japon. Son endettement n'est pas supérieur à celui des Etats-Unis, et très inférieur à celui du Japon.
Où est alors l'origine de ses difficultés ? D'abord dans son absence de solidarité qui empêche de considérer la zone Euro comme un tout. Elle est aussi dans la paralysie des Européens qui refusent des règles de décisions collectives concernant ce qui est pourtant leur bien commun : l'Euro.

Une solution existe pour que les Européens puissent se procurer des financements, sans que quelques pays fragiles mettent en cause la sécurité de l'ensemble. C'est la création d'obligations européennes. Des euro-obligations garanties collectivement par l'ensemble des Européens. Un vaste marché obligataire permettrait d'attirer l'épargne sans que tel ou tel pays ait besoin de marchander son indépendance auprès de ses créanciers. La dette des Etats serait pour tout ou partie mutualisée. Cela nécessiterait une solidarité des Européens, les pays prospères payant leurs emprunts un peu plus cher, pour sécuriser la dette des plus faibles. Pour le moment, l'Allemagne et la France refusent. C'est pourtant la solution pour financer la dette de la zone euro sans subir les pressions extérieures.